

#### Pôle Aménagement, Développement et Déplacements

Direction des Déplacements et des Infrastructures Routières et Aéronautiques
Antenne Technique de Laragne

# ARRÊTÉ TEMPORAIRE du .... 2 MARS 2022

#### DEROGATION A UN ARRÊTÉ PERMANENT DE LIMITATION DE TONNAGE

OBJET:

Dérogation à u n arrêté portant limitation de tonnage

RD 226 - PR 0+000 au PR 3+800 - Commune de L'Epine

## LE PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU la demande du 15 février 2021 par laquelle ENGIE GREEN FRANCE représenté par Justine TERRADE n°215 rue Samuel Morse 34000 MONTPELLIER, sollicite une dérogation de limitation de tonnage sur la RD 226, afin de réaliser la création d'un parc photovoltaïque sur la Commune de L'Épine.
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 3221-3, L. 3221-4, et L. 3221-13,
- VU le Code de la Route et notamment les articles R. 411-5, R. 411-8, R. 411-25 à R. 411-28,
- VU le Code de la Voirie Routière.
- **VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
- **VU** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'État,
- **VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel du 7 juin 1977, modifiée,
- **VU** le règlement de voirie départemental adopté le 26 Juin 2007 par le Conseil Général, et notamment son article 11 et son annexe 3,
- **VU** l'arrêté du Président du Département des Hautes-Alpes du 6 juillet 2021 portant délégation de signature,
- **VU** l'arrêté du Président du Département du 20 janvier 2015, portant limitation de tonnage sur la RD 226, référencé ACP RD226 SER 2015 02,
- VU l'avis de la responsable de l'Antenne Technique de Laragne

#### **CONSIDERANT:**

pour permettre au pétitionnaire de réaliser la construction d'un parc photovoltaïque sur la commune de l'Épine, il y a lieu de déroger à l'arrêté de limitation de tonnage du 20 janvier 2015 susvisé,

## **ARRÊTE**

#### Article 1 – Réglementation

En dérogation à l'arrêté ci-dessus visé, la circulation de véhicule sera autorisée sur la RD 226 du PR 0+000 au PR 3+800 en respect des prescriptions ci-après,

cette dérogation sera consentie sur la période :

#### du mardi 1er mars 2022 au vendredi 17 novembre 2023 inclus.

Un état des lieux de la RD 226 (chaussée, dépendances) a été effectué préalablement à la période de transport par Maitre Julie ASTRUC, Huissier de justice à Serres. Cet état des lieux est consigné dans un procès-verbal de constat, joint au présent arrêté. Ce constat sera réactualisé à chaque phase importante de chantier.

En cas de dégradation le bénéficiaire devra réparer les dégâts occasionnés.

#### Article 2 - Restrictions

- La vitesse sera limitée à 50 km/h,
- Le tonnage n'excédera pas 70 tonnes,
- En cas de pluies, de dégel ou de dégradations de la chaussée de la RD 226 la présente dérogation pourra être suspendue.

#### Article 3 - Publicité

Cet arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département et sur le site internet du Département à l'adresse suivante : www.hautes-alpes.fr/arretes-voirie

#### Article-4 - Entrée en vigueur

Les dispositions du présent arrêté seront effectives pendant la période mentionnée à l'article 1, et après publication prévue à l'article 3

#### Article-5 - Contravention

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### Article 6 - Recours

En application des dispositions des articles R. 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 – 24 rue Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 6. En application des dispositions des articles R. 414-6 et suivants du Code de Justice Administrative, ce recours peut être effectué par voie dématérialisée avec l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

#### Article 7 - Exécution

- M. Le Directeur Général des Services du Département des Hautes-Alpes,
- M. le Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie des Hautes-Alpes,
- Le pétitionnaire

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise pour information à :

M. le Maire de la Commune de L'Épine

Fait à Laragne, le 2 MARS 2022

Pour Le Président et par délégation, La responsable d'antenne,

Emmanuelle DALMASSO

Cet arrêté a été publié sur le site du Département des Hautes-Alpes le

- 2 MARS 2022

- NOTIFICATION -

NOM

PRENOM

DATE

Signature

P.J.: Etat des lieux de Maitre Astruc

# **ÉTAT DES LIEUX**

# ARRÊTÉ DU

| PORTANT AUTORISATION DE RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION POU | R |
|--|---|
| PERMETTRE LE DÉROULEMENT DE  (MANIFESTATION) :               |   |

| Le représentant du gestionnaire de la voirie,<br>qualité desoussign                                    |          |
|--|----------|
| Constate, conformément à l'article 6 de l'arrêté visé ci-dessus, que départementale n° entre les PR et | la route |
| Ne présente pas de défaut particulier ou décrire l'état de la route, joindre des phot nécessaire.      | os si    |
| Fait à le  |          |

Titre

Nom du signataire

## **ÉTAT DES LIEUX POSTERIEUR**

## ARRÊTÉ DU

| PORTANT AUTORISATION DE REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION POUR<br>PERMETTRE LE DÉROULEMENT DE  (MANIFESTATION) :                                 |
|---|
| Le représentant du gestionnaire de la voirie, en qualité desoussigné,   |
| Constate, suite à la manifestation ( ) et conformément à l'article 6 de l'arrêté visé ci-dessus, que la route départementale n° entre les PR et |
| □ A été remise en état ou   |
| □ N'a pas été remise en état et qu'il est nécessaire de réaliser les travaux suivants :   |
| Fait à  |

Titre

Nom du signataire

